



**PRÉFET
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Lyon, le **11 JUIN 2021**

Le Chef du service

à

APRR
1760 route de Trévoux – BP 20025
69727 GENAY

Réf : 69-2021-00071

- Objet :** dossier de déclaration n° 69-2021-00071 instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : Travaux de restauration de la continuité écologique de l'Azergues sur la commune de ANSE. Accord sur dossier de déclaration
- P J :** obligation d'information de la date de début et de fin des travaux

Monsieur le directeur,

Par courrier en date du 11/03/21, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant des travaux de restauration de la continuité écologique de l'Azergues sur la commune de ANSE, dossier enregistré sous le numéro : 69-2021-00071, et pour lequel un récépissé vous a été délivré.

J'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration au titre de la loi sur l'eau. Dès lors, sans préjudice de l'application d'autres réglementations, vous pouvez entreprendre cette opération conformément au dossier déposé, complété le 11/05/21. Les services de Police de l'eau (sd69@ofb.gouv.fr ; ddt-eau@rhone.gouv.fr) doivent être avertis 10 jours avant le début des travaux, et à la fin des travaux.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de ANSE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le RHÔNE durant une période d'au moins six mois.


Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux par le déclarant et par les tiers devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le chef du service,


Laurent GARIPUY
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier. Les services de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.